

BAS-RHIN

LES SERVICES PUBLICS ET LA FONCTION PUBLIQUE SONT LE BIEN COMMUN DES CITOYEN-N-E-S ET DES USAGER-E-S ! C'EST ENSEMBLE QU'IL NOUS FAUT LES DÉFENDRE ET LES DÉVELOPPER AU SERVICE DE L'HUMAIN, DE LA SOLIDARITÉ, DE L'ÉGALITÉ ET DE LA JUSTICE !

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DU PROGRÈS SOCIAL !

Avec le chantier « Action Publique 2022 », Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire entendent abandonner, privatiser, et déléguer à des opérateurs privés animés par la recherche du profit et de la rentabilité, les missions et politiques publiques répondant aux besoins fondamentaux des populations.

À l'opposé de telles orientations, une autre conception des services publics est possible et nécessaire, pour en faire des outils au service de l'émancipation humaine, d'une autre logique de développement, de la démocratie en faisant vivre les valeurs d'égalité, de fraternité, de liberté.

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE DISPOSANT DES MOYENS BUDGÉTAIRES SUFFISANTS ET PÉRENNES !

Loin d'être un coût dès lors qu'elle participe à la satisfaction de l'intérêt général, au développement économique et social, la dépense publique est un investissement nécessaire pour permettre aux générations d'aujourd'hui et de demain de vivre dans des conditions décentes.

Il y a besoin de réhabiliter et de réorienter la dépense publique, au service de toutes et tous, actifs, jeunes et retraités.



POUR UNE FONCTION PUBLIQUE DOTÉE DES EMPLOIS NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DES MISSIONS PUBLIQUES !

Sur les vingt dernières années, les effectifs de la Fonction publique sont passés de 18,8 à... 18,9 % de la population active alors que la population totale a augmenté de manière conséquente. Il est faux d'affirmer que les effectifs de la Fonction publique ne cesseraient d'exploser et seraient devenus insupportables dans les dépenses publiques. La DGFIP a ainsi perdu un quart de ses effectifs en dix ans !

La qualité et la continuité des services publics auxquels les citoyen·ne·s et les usager·e·s ont droit appellent à des créations d'emplois dans de nombreux services. Alors que la Poste propose de remplir les déclarations d'impôt pour 50 euros, nous demandons le maintien des services gratuits par les fonctionnaires des finances.

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE ASSISE SUR LE STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES !

Pour Macron, son gouvernement et sa majorité, le monde du travail ne serait constitué que de privilégiés. Privilégiés, les salariés qui relèvent du Code du travail ! Privilégiés, les fonctionnaires qui relèvent du statut général des fonctionnaires ! Dans le prolongement des attaques portées contre le Code du travail, le gouvernement veut aussi liquider le statut des fonctionnaires.

Plutôt que d'opposer sans cesse les fonctionnaires et les salariés du secteur privé, il convient d'élever le niveau des droits et des garanties pour toutes et tous, y compris au nom du principe d'égalité et de solidarité de l'ensemble du monde du travail. La précarité généralisée, ce n'est pas la modernité !

L'ensemble de la Fonction Publique, État, Santé et Territoriale est appelée à se mettre en grève ce jour et à participer aux manifestations dans toute la France contre la politique du gouvernement Macron afin de sauver le service public et de garder la neutralité des agents de la fonction publique.

Dans la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) même, nous continuons de subir la pression due aux dizaines de milliers de suppressions d'emplois, pression que Bercy tente de diminuer en supprimant progressivement les missions auxquelles nous sommes attachés.

Or, ces abandons de missions, c'est la remise en cause du service public pour tous les usagers de notre administration. Il est nécessaire de nous organiser tous ensemble pour nous défendre.

C'est dans ce sens que l'intersyndicale

SOLIDAIRES, FO et CGT Finances publiques du Bas-Rhin

VOUS APPELLE À PARTICIPER, vous usagers, À LA MANIFESTATION DU 22 MARS 2018 POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC QUI AURA LIEU

A STRASBOURG, PLACE KLEBER, 14H00

•